

Les méfaits de l'Alena au Mexique résonnent jusqu'en Bretagne

Omar Esparza est venu y apporter son témoignage. Ce mexicain est coordinateur de Maiz, une organisation sociale indépendante formée d'hommes et de femmes, paysans et indigènes, qui luttent pour la défense des droits de l'homme et des droits collectifs des communautés paysannes et indigènes. « *Nous travaillons actuellement dans 12 états du Mexique* », explique Omar. « *Nous sommes confrontés à plusieurs problèmes : l'accaparement des terres par des multinationales, une dépendance alimentaire, la privatisation de l'eau, des déplacements de population, une corruption organisée entre les politiques et les multinationales...* », précise Omar.

En effet, le traité Alena (Accord de Libre Echange Nord Américain) a entraîné la perte de la souveraineté alimentaire pour les paysans et indigènes mexicains. « *Depuis le traité, ce sont 6 millions de paysans qui ont perdu leur emploi* », alerte Omar. « *Beaucoup d'hommes émigrent aux Etats-Unis, ou vivent dans les bidonvilles, car la valeur de leur production chute.* », poursuit-il. Aujourd'hui, 40% de l'alimentation est importée, alors que le Mexique est l'un des pays producteurs de semences. « *Celles-ci sont aujourd'hui contrôlées, de même que nos façons de cultiver. Le maïs permettait notre auto-suffisance alimentaire, mais aujourd'hui on nous impose les OGM* », déplore Omar. « *On nous vole notre eau, nos ressources naturelles, notre bois... On privatise notre terre, les services, pour que tout cela reste entre les mains de grandes multinationales* », ajoute le militant mexicain. Tout mouvement de protestation est ignoré par l'Etat, et réprimé avec violence.

Une « école populaire paysanne » dans la Mixteca

Maiz continue donc son combat, en proposant des alternatives politiques, en travaillant pour la sauvegarde des langues et cultures indigènes, en renforçant la consommation locale des productions dans des espaces prévus à cet effet. Plusieurs actions menées par l'organisation sont aussi soutenues par Peuples Solidaires, comme par exemple l' « École populaire paysanne », qui a été créée dans la Mixteca (territoire au Sud du Mexique, ndlr). Elle accueille des indigènes et des paysans de différentes communautés, et traite de thèmes tels que les droits des peuples indigènes, les droits des femmes, l'organisation sociale, les techniques d'élevage d'animaux ou de culture de maïs...

Maiz a aussi construit plusieurs barrages de récupération d'eau de pluie, afin de développer l'accès gratuit à l'eau. « *Nous combattons/luttons pour le respect de l'homme vis à vis des biens naturels. Il faut faire en sorte qu'ils ne soient pas privatisés. Et qu'une conscience globale se développe à ce sujet* » , ajoute-il. C'est le message que fera passer Omar, lors de sa participation aux Universités d'Été de la Solidarité Internationale à Rennes. Un témoignage qui questionne, à l'heure où en Europe, les traités TAFTA et TISA (<http://www.bastamag.net/Tisa-ces-negociations-commerciales>) sont également à l'ordre du jour...

L'université d'été de la solidarité internationale

L'événement, national, se déroule à Rennes du mercredi 2 juillet au samedi 5 juillet. Durant 4 jours, 10 modules et 27 ateliers seront proposés aux participants, venus de France, mais aussi d'ailleurs.

Tout le programme détaillé est disponible sur <http://www.universite-si.org/>